



CHAPITRE 228

LOI CONCERNANT L'ÉMISSION ET LA VENTE D'ACTIONS, D'OBLIGATIONS ET AUTRES VALEURS (*)

1. La présente loi peut être citée sous le titre de *Loi Titre abrégé. de l'émission et de la vente de valeurs mobilières.*

SECTION I

DISPOSITIONS INTERPRÉTATIVES

2. 1. Le mot "compagnie", au sens des sections première, deuxième et troisième de la présente loi, comprend: Définition du mot "compagnie".

a) Toutes les corporations et les compagnies à fonds social constituées après le 23 mai 1924 (date de l'entrée en vigueur de la loi 14 Geo. V, chap. 64), par ou en vertu d'une loi de la Législature de cette province, autorisées par leur charte ou par la loi générale à émettre des actions ou des obligations;

b) Les corporations et les compagnies constituées après le 23 mai 1924, de quelque manière que ce soit, par ou en vertu d'une loi d'une Législature d'une autre province du Canada ou d'un pays étranger.

2. Au sens de la présente loi, à moins que le contexte n'indique une signification contraire, le mot "obligation" comprend également les bons et les actions-obligations (*debenture stock*); le mot "action" comprend toutes les classes d'actions et les certificats d'actions au porteur (*share warrants*). Définition des mots "obligation", "action".

3. La présente loi ne s'applique pas:

a) Aux obligations et actions émises par une corporation ou compagnie dont les actions ou obligations sont cotées à une Bourse constituée en corporation dans le Canada ou à la Bourse de Paris, de Londres ou de New-York; Loi non applicable à certaines obligations; etc.

b) A l'émission d'actions et d'obligations par une compagnie, en faveur de ses actionnaires ou obligataires ou en faveur de ses promoteurs ou de ceux qu'ils représentent ou pour lesquels ils agissent, à titre de dividende ou de partage de profits ou à l'occasion d'une réorgani-

(*) *Note*.— Cette loi est entrée en vigueur par proclamation le 23 mai 1924. *Gazette officielle de 1924, page 1682.*

sation ou à l'occasion d'une nouvelle émission quelconque, ni à l'émission d'actions par une compagnie, en paiement partiel ou total, pour l'acquisition de biens meubles ou immeubles, ni à la vente d'actions ou d'obligations sous autorité de justice ou par un exécuteur, un administrateur, un séquestre, un séquestre officiel, un gardien ou un fidéicommissaire nommé par jugement d'une cour;

c) A une vente isolée de valeurs par leur détenteur ou pour lui par son représentant, pourvu que cette vente ne soit pas faite par ce détenteur ou pour lui par son représentant, dans le cours d'opérations successives et répétées, d'une même nature, et pourvu également que ce détenteur ou son représentant ne soit pas une personne qui a garanti la vente de ces valeurs (*underwriter*). S. R. (1909), 6119f; 14 Geo. V, c. 64, s. 1; 15 Geo. V, c. 67, s. 1.

SECTION II

DE L'ÉMISSION ET DE LA VENTE DES OBLIGATIONS

Documents
transmis au
sec. de la
prov. par une
Cie avant de
vendre, etc.,
ses obliga-
tions:

Copie de la
charte, etc.;

Copie du rè-
glement or-
donnant l'é-
mission et la
vente d'obli-
gations, etc.;

3. Nulle compagnie ne peut émettre, vendre, offrir en vente ou autrement aliéner, de quelque manière que ce soit, directement ou indirectement, par un officier, un agent ou une personne quelconque, ses obligations dans cette province sans avoir, au préalable, transmis au secrétaire de la province, les documents suivants:

1° Une copie de sa charte, de ses articles d'association ou de tout autre acte constitutif, ainsi que de toutes lettres patentes supplémentaires, s'il en est, certifiées vraies copies par l'officier qui a la garde des originaux de ces documents;

2° Copie du règlement des directeurs de la compagnie décrétant l'émission et la vente de telles obligations, indiquant la date de l'adoption du règlement par les directeurs, la date de l'assemblée des actionnaires à laquelle ce règlement a été approuvé, le nombre d'actions détenues ou représentées par les actionnaires présents à cette assemblée et par les actionnaires qui ont voté en faveur de l'approbation de ce règlement, le montant total de l'émission d'obligations proposée, le nombre et la valeur au pair de ces obligations, le taux d'intérêt qu'elles porteront, la date de leur échéance et la désignation des propriétés mobilières ou immobilières qui doivent être données en garantie, s'il en est, avec désignation de la valeur de ces propriétés. Cette copie de règlement doit être certifiée vraie copie par le président ou le vice-président et le secrétaire de la compagnie et être revêtue du sceau de la compagnie;

3° Une copie de tous estimés, prospectus et autres représentations écrites faits par la compagnie ou d'après ses instructions, contenant un état des profits probables à réaliser; Copie des estimés, etc.;

4° Un état certifié par le vérificateur de la compagnie et attesté par l'affidavit de deux des directeurs, énonçant: État certifié, etc.

a) Le nombre d'actions, s'il y en a, fixé par les règlements, pour conférer le cens d'éligibilité à un directeur, et les conditions fixées par les règlements de la compagnie pour la rémunération des directeurs;

b) Les noms, qualités et adresses des directeurs, ainsi que leurs salaires, s'ils en ont;

c) Les deniers en caisse;

d) Le montant global des créances de la compagnie avec indication du montant global de celles dont la réalisation est considérée douteuse;

e) Les créances de la compagnie contre les directeurs, officiers et actionnaires, respectivement, ainsi que les créances de ceux-ci contre la compagnie, avec indication du montant et de la nature des créances,—le solde dû par les actionnaires sur les actions non entièrement payées pouvant être indiqué en bloc;

f) Les marchandises en mains et leur valeur;

g) Les dépenses faites en vue d'opérations futures;

h) Les biens mobiliers et immobiliers, avec indication de leur valeur;

i) La clientèle (*goodwill*), les concessions, les brevets et droits d'auteurs, les marques de commerce, les loyers, les contrats et les permis;

j) Les dettes de la compagnie, garanties par hypothèques ou autres charges sur les biens de la compagnie, avec indication de ces garanties et des noms des créanciers;

k) Le montant global des dettes non garanties de la compagnie; le nom du créancier et la nature de chaque dette devant être indiquée lorsque la dette est le résultat d'une opération sortant du cours ordinaire des affaires de la compagnie;

l) Le montant des actions ordinaires, souscrites et réparties, et le montant versé sur ces actions, en indiquant quelle proportion de ces actions ont été émises pour services rendus, commissions ou acquisitions d'actif, depuis l'organisation de la compagnie;

m) Le montant des actions privilégiées, s'il en est, souscrites et réparties, et le montant versé sur ces actions, en indiquant quelle proportion de ces actions a été répartie pour services rendus, commissions ou acquisitions d'actifs, depuis l'organisation de la compagnie;

n) Les obligations indirectes et conditionnelles et leur valeur;

o) Les émissions et ventes antérieures d'obligations, s'il en est, avec tous les détails de ces émissions et ventes;

p) Le montant à déduire pour la dépréciation du fonds de commerce et de toute propriété de la compagnie;

q) Le montant total des certificats d'actions au porteur (*share warrants*) émis;

r) Les noms et adresses des vérificateurs des comptes de la compagnie. S. R. (1909), 6119g; 14 Geo. V, c. 64, s. 1.

SECTION III

DE L'ÉMISSION ET DE LA VENTE DES ACTIONS

Documents transmis au sec. de la province par une compagnie avant de vendre, etc., ses actions:

Copie de la charte, etc;

Copie du règlement etc;

Copie des estimés, etc;

État certifié, etc.

4. Nulle compagnie ne peut émettre, vendre, offrir en vente ou autrement aliéner de quelque manière que ce soit, directement ou indirectement, par un officier, un agent ou une personne quelconque, aucune action de son capital-actions sans avoir, au préalable, transmis au secrétaire de la province, les documents suivants:

1° Une copie de sa charte, de ses articles d'association ou de tout autre acte constitutif, ainsi que de toutes lettres patentes supplémentaires, s'il en est, certifiée vraie copie par l'officier qui a la garde des originaux de ces documents;

2° Copie du règlement des directeurs de la compagnie décrétant l'émission et la vente de ces actions, indiquant la date de l'adoption du règlement par les directeurs, le montant total de l'émission proposée, le nombre et la désignation complète de ces actions, et la description des privilèges qui peuvent affecter aucune de ces actions. Cette copie de règlement doit être certifiée par le président ou le vice-président et le secrétaire de la compagnie et être revêtue du sceau de la compagnie;

3° Une copie de tous estimés, prospectus et autres représentations écrites faits par la compagnie ou d'après ses instructions, contenant un état des profits probables à réaliser;

4° Un état certifié par le vérificateur de la compagnie et attesté par l'affidavit de deux des directeurs énonçant:

a) Les noms, qualités et adresses des personnes qui ont demandé la constitution en corporation, le nombre d'actions souscrites respectivement par chacune d'elles, ainsi que la nature et l'importance de l'intérêt des souscripteurs dans les propriétés et les bénéfices de la compagnie;

b) Le nombre d'actions, s'il y en a, fixé par les règlements pour conférer le cens d'éligibilité à un directeur, et les conditions fixées par les règlements de la compagnie pour la rémunération des directeurs;

c) Les noms, qualités et adresses des directeurs ou des directeurs proposés, avec indication de leurs salaires, s'ils en ont;

d) Le minimum de souscription requis pour que les directeurs puissent procéder à une répartition, ainsi que le montant à verser au moment de la souscription et au moment de la répartition; et, dans le cas d'une seconde émission, ou d'une émission ultérieure d'actions, le montant offert en souscription à chaque répartition antérieure dans les deux années précédentes, ainsi que le montant réellement réparti avec versements, s'il y en a, effectués sur le prix des actions ainsi réparties;

e) Le nombre et le montant des actions et obligations émises ou qu'il a été convenu d'émettre au cours des deux années précédentes, entièrement ou partiellement libérées autrement qu'en espèces; et, dans ce dernier cas, l'état doit établir dans quelle mesure ces actions ou obligations ont été ainsi libérés, et, dans l'un ou l'autre cas, la considération pour laquelle l'émission de ces actions ou obligations a été faite ou projetée;

f) Les noms et adresses des vendeurs de toute propriété acquise par la compagnie, ou dont elle se propose de faire l'acquisition, payable, en totalité ou en partie, à même le produit de l'émission proposée, ou dont l'acquisition n'était pas complétée à la date de l'émission proposée, mais qu'on se propose de payer à même ce produit, avec le montant payable au vendeur en espèces, actions ou obligations, et, s'il y a plus d'un vendeur, ou si la compagnie est sous-acquéreur, le montant payable à chaque vendeur; pourvu que, si des vendeurs sont constitués en société, ils ne soient pas traités comme vendeurs séparés;

g) Le montant, s'il y en a, payé ou payable comme prix d'achat, en espèces, actions ou obligations, pour l'acquisition de toute propriété, comme il est dit ci-dessus, en spécifiant le montant, s'il y en a, attribué à la clientèle (*good will*);

h) Le montant, s'il y en a, payé pendant les deux années précédentes ou payable à titre de commission pour le placement ou la souscription d'actions ou d'obligations de la compagnie et le taux de ces commissions; mais il ne sera pas nécessaire de mentionner le montant des commissions payables à ceux qui auraient traité avec des personnes ayant garanti un certain chiffre de souscriptions (*sub-underwriters*);

i) Le montant ou l'estimation du montant des frais préliminaires;

j) Le montant payé dans les deux précédentes années

ou qui doit être payé à tout promoteur, et la considération de ce paiement;

k) La date de tout contrat important, avec le nom des parties contractantes, l'indication du lieu et du temps convenable où chaque tel contrat, ou sa copie, pourra être facilement consulté. Cette disposition ne s'applique pas à un contrat concernant les affaires traitées ou qui doivent être traitées dans le cours du commerce habituel de la compagnie, ou remontant à plus de deux ans avant la date de l'émission ou de la vente proposée;

l) Les noms et adresses des vérificateurs des comptes de la compagnie, s'il y en a;

m) Les détails complets sur la nature et l'importance des intérêts, s'il y en a, possédés par tout directeur dans l'organisation (*promotion*) de la compagnie ou dans les propriétés que la compagnie se propose d'acquérir, ou, si les intérêts de tel ou tel directeur consistent dans le fait qu'il forme partie d'une société, la nature et l'importance des intérêts de la société, avec mention de toutes les sommes payées ou à payer à ce directeur ou à la société en espèces, actions ou autrement, par toute personne, soit pour l'engager à devenir directeur ou pour lui procurer les actions nécessaires pour lui conférer le cens d'éligibilité, soit pour d'autres services rendus par lui ou par la société, en vue de l'organisation ou de la formation de la compagnie; et

n) Si la compagnie a des actions de plus d'une classe, quel droit de vote est conféré respectivement à chacune de ces classes d'actions, aux assemblées de la compagnie. S. R. (1909), 6119*h*, §§ 1, 2, 3, 4; 14 Geo. V, c. 64, s. 1.

Personne
tenue pour
vendeur.

5. Pour l'application de la présente section, toute personne ayant été partie à un contrat pour la vente ou l'achat, ou l'option d'achat d'une propriété acquise ou à acquérir par la compagnie, est tenue pour vendeur dans les cas suivants:

1° Si le prix d'achat n'est pas entièrement payé à la date de l'émission ou de la vente proposée;

2° Si le prix d'achat doit être payé, en totalité ou en partie, à même le produit de l'émission ou de la vente proposée;

3° Si la validité du contrat ou son exécution dépend du résultat de cette émission ou de cette vente proposée. S. R. (1909), 6119*h*, § 5; 14 Geo. V, c. 64, s. 1.

Application
dans le cas
d'un bail.

6. Lorsqu'une propriété doit être prise à bail par la compagnie, la présente section s'applique comme si le

terme "vendeur" signifiait aussi le locateur, et comme si l'expression "prix d'achat" comprenait aussi le prix du loyer, et l'expression "sous-acquéreur" celle de sous-locataire. S. R. (1909), 6119h, § 6; 14 Geo. V, c. 64, s. 1.

7. Est nulle toute stipulation invitant ou obligeant un souscripteur d'actions ou d'obligations à renoncer à l'observance des prescriptions de la présente section ou destinée à lui dénoncer un contrat, un document ou une matière non mentionnés dans l'état. S. R. (1909), 6119h, § 7; 14 Geo. V, c. 64, s. 1.

Nullité de certaines stipulations.

8. La présente section ne s'applique pas aux ventes d'actions faites par une compagnie aux personnes qui ont signé la requête ou les documents nécessaires pour la constitution en corporation de cette compagnie, et ne s'applique pas non plus à une compagnie dont les lettres patentes constitutives ou les lettres patentes supplémentaires:

Disposition non applicable en certains cas;

1° Limitent le nombre de ses actionnaires à vingt, non compris ses employés actuels et ses anciens employés actionnaires de la compagnie qui ont continué de l'être après avoir quitté leur emploi;

2° Interdisent tout appel au public pour la souscription de ses actions. S. R. (1909), 6119h, § 8; 14 Geo. V, c. 64, s. 1.

9. Rien dans la présente section ne limite ni ne diminue aucune des responsabilités découlant de quelques autres dispositions légales. S. R. (1909), 6119h, § 9; 14 Geo. V, c. 64, s. 1.

Responsabilités non limitées par la présente section.

10. Il est défendu à toute compagnie, association ou personne qui émet ou offre en vente des actions ou des obligations d'une compagnie, de faire mention, dans le certificat d'action ou sur l'obligation ou dans un écrit ou imprimé destiné à la publicité, que les formalités requises par les articles précédents, pour l'émission et la vente de ces obligations ou actions ont été accomplies autrement que par la déclaration que les formalités requises par la Loi de l'émission et de la vente de valeurs mobilières ont été accomplies. S. R. (1909), 6119i; 14 Geo. V, c. 64, s. 1.

Défense à toute compagnie, etc., de mentionner l'accomplissement de certaines formalités.

11. Toute compagnie qui fait ou laisse faire une ou plusieurs des opérations visées par les articles 3 et 4 sans que les formalités requises par ces deux articles aient été accomplies, perd son recours civil contre les

Perte de tout recours civil, dans certains cas.

Responsabi-
lité des direc-
teurs.

acheteurs de ces actions ou obligations pour le prix ou la balance du prix de vente desdites actions ou obligations; et les directeurs de cette compagnie, qui, par leur vote, ont contribué à l'accomplissement de cette infraction, deviennent personnellement et solidairement responsables du remboursement des actions ou obligations vendues en contravention avec les sections deuxième et troisième de la présente loi, jusqu'à concurrence du prix payé par les acheteurs pour ces actions ou obligations.

Droits sau-
vegardés.

Rien dans les sections première ou deuxième ne doit être interprété comme enlevant aux porteurs d'actions ou d'obligations les droits et les recours qu'ils peuvent avoir contre la compagnie ou contre toute autre personne. S. R. (1909), 6119j; 14 Geo. V, c. 64, s. 1.

SECTION IV

DES PEINES POUR L'ÉMISSION ET LA VENTE, EN CERTAINS CAS, D'ACTIONS, D'OBLIGATIONS ET AUTRES VALEURS

Amendes im-
posées à une
compagnie
pour opéra-
tions illicites.

12. Toute compagnie ou corporation constituée en corporation après le 23 mai 1924, (date de l'entrée en vigueur de la loi 14 George V, chapitre 64,) quels que soient le mode et le lieu de sa constitution en corporation, et quelle que soit l'autorité qui l'a constituée, soit dans la province ou en dehors de la province, qui fait, pour elle-même ou pour une autre telle compagnie ou corporation, et toute personne qui fait pour une telle compagnie ou corporation, une ou plusieurs des opérations visées par les articles 3 et 4, et qui ne sont pas comprises dans le paragraphe 3 de l'article 2, sans que les renseignements mentionnés dans les articles 3 et 4 aient été transmis au secrétaire de la province, de la manière y indiquée, sont passibles, pour chaque infraction, d'une amende n'excédant pas mille dollars; et, à défaut de paiement de l'amende, la personne ou, dans le cas d'une compagnie ou corporation, les officiers ou les directeurs de la compagnie ou corporation qui, par leur vote, ont pu contribuer à la commission de l'infraction par la compagnie ou la corporation, sont passibles d'un emprisonnement n'excédant pas trois mois. S. R. (1909), 6119k; 14 Geo. V, c. 65, s. 1.